



Réservé aux abonnés

Blocus américain, sanctions, embargo émirati... Comment survit l'économie iranienne ?

Par Clara Galtier

Publié le 20/10/2026 à 17h24



Un commerçant travaille dans son magasin dans un marché de Téhéran, en Iran, le 26 septembre 2026. *Majid Asgaripour / REUTERS*

DÉCRYPTAGE - Les restrictions contre les circuits commerciaux de Téhéran jouent leurs rôles et rendent plus coûteux pour le régime les stratégies de contournement. Sans toutefois l'isoler totalement.

Que reste-t-il encore à sanctionner en Iran ? Après le pétrole et les banques, le Trésor américain a ajouté début octobre à sa liste noire les secteurs automobile, ferroviaire et aérien. « *Nous les avons mis en*

quarantaine, a plaisanté le secrétaire au Trésor Scott Bessent. Ainsi, les membres de l'IRGC (le corps des gardiens de la révolution) ne pourront plus rejoindre leur chirurgien esthétique à Londres, leur petite amie à Paris, ni leur argent à Genève ». Dans le cadre de « *la plus grande offensive financière jamais menée contre un adversaire* », destinée à couper les vivres au régime islamique, Washington a également ciblé le réseau A7, un système bancaire parallèle lié à la Russie que Téhéran utiliserait pour déplacer ses fonds en contournant les sanctions.

Washington traque ainsi, un à un, les circuits qui permettent encore au régime de commercer et de se financer. Mais les sanctions « *pénalisent l'Iran sans pour autant produire le résultat escompté par Washington* », résume le chercheur Husain Haqqani, ancien ambassadeur du Pakistan aux États-Unis. Intermédiaires, sociétés écrans, réseaux financiers parallèles : le blocus et la guerre rendent plus chères ces opérations sans les neutraliser. Le FMI prévoit une contraction du PIB iranien comprise entre 5,4% et 6,1% cette année.

Si le régime ne montre aucun signe de capitulation, cette résistance a un coût pour les 90 millions d'Iraniens. L'inflation dépasse 73 %, le rial n'a jamais été aussi bas face au dollar, les pénuries et les coupures d'électricité s'aggravent. La hausse d'environ 60 % du salaire minimum en 2026 ne compense pas la flambée des prix. En août, selon le quotidien Donya-e Eqtesad, l'alimentation absorbait 74,5 % du smic iranien, contre 59 % un an plus tôt.

L'Irak, un relais au pétrole iranien

L'économie chancelle mais tient, d'abord grâce au pétrole. Il représente historiquement la moitié des recettes de l'État et la quasi-totalité de ses recettes d'exportation. En septembre, aucun nouveau chargement de brut iranien n'a été recensé, selon Kpler et Vortexa, contre 220.000 à 255.000 barils par jour en août et près de deux millions en mars. Téhéran continue toutefois d'écouler les volumes stockés sur des tankers avant le durcissement du blocus. Ces stocks sont passés de 105 à 80 millions de barils à la mi-août, selon Kpler. Pour les vendre, le régime recourt à sa

flotte fantôme, aux changements de pavillon et aux transbordements en mer. L'Irak servirait de relais. « *Des barils iraniens sont mélangés au pétrole irakien ou présentés comme tels* », explique Michel Makinsky, spécialiste de l'Iran et directeur général d'Ageromys International. L'accès au Golfe étant restreint, Téhéran s'appuie aussi sur ses ports de la Caspienne et ses frontières terrestres avec la Turquie et le Pakistan.

Vendre un baril est une chose, récupérer l'argent en est une autre, quand on est largement exclu des systèmes bancaires internationaux. Téhéran a développé avec la Chine des mécanismes de troc : du pétrole sous sanction cédé à prix réduit contre des marchandises, sans passer par les banques occidentales. Dubaï, maillon essentiel de ces réseaux selon Washington, servait aussi de porte d'entrée aux produits étrangers réexpédiés vers l'Iran. Mais après les frappes iraniennes, Abou Dhabi a décrété un embargo total et fermé des banques iraniennes, probablement sous la pression américaine. Or en 2024, les EAU représentaient environ 30 % des importations iraniennes et absorbaient près de 13 % des ventes à l'étranger de Téhéran. Ils étaient aussi, l'an dernier, le principal débouché du fioul domestique iranien, avec plus de 70 % des volumes exportés.

C'est pourquoi les liens sont durs à couper. Dans les quartiers de l'ancien Dubaï, rapporte l'AFP, certains produits se font plus rares et d'autres ont vu leur prix grimper, raconte un épicier. Deux grossistes interrogés par l'agence continuent de s'approvisionner auprès de fournisseurs iraniens, notamment via les ports omanais, les exportations étant en revanche plus difficiles. Mais ces détours ont un coût. Les fournisseurs exigent un paiement comptant, les transactions transitent par un pays tiers et les marchandises arrivent plus tard, à des prix plus élevés. Selon Hussan Haqqani, le commerce extérieur iranien aurait ainsi reculé de 35 % sur un an en 2026, les achats à l'étranger étant plus affectés que les ventes.

L'Inde et la Russie, deux alliés de taille

L'Iran peut toutefois compter sur des alliés qui n'ont que faire des sanctions. Lancé en 2000 avec l'Inde et la Russie, le Corridor international de transport Nord-Sud (INSTC), qui relie Mumbai à Saint-Pétersbourg et

Moscou, en traversant l'Iran et la mer Caspienne est un réseau multimodal de 7200 km (achevé à 75 %), qui offre à la République islamique une alternative au canal de Suez plus courte et moins chère. Selon la Banque eurasiennne de développement, ce corridor pourrait rapporter 1,5 milliard de dollars de droits de transit à Téhéran d'ici 2030.

Alors que Téhéran recherche de nouveaux revenus depuis le début de la guerre, une question se pose : le régime a-t-il obtenu de l'argent de ses voisins, désireux de s'épargner des frappes ? Comme *Le Figaro* le rapportait le 9 septembre, les Émirats et le Qatar auraient versé une certaine somme, sous une forme ou une autre, après l'accord de principe conclu à la mi-juin entre Téhéran et Washington, selon trois sources diplomatiques et industrielles. Doha dément, renvoyant aux discussions sur le dégel de six milliards de dollars d'avoirs iraniens bloqués sur son sol.

Washington saisit des cryptomonnaies iraniennes

Selon nos informations, une compagnie maritime aurait par ailleurs versé 2 millions de dollars en bitcoins à l'Iran pour que plusieurs de ses navires franchissent sans encombre le détroit d'Ormuz. La cryptomonnaie est devenue un pilier de la survie économique du régime. L'Iran a développé une importante industrie de minage de bitcoins, et une partie de cette activité est liée aux intérêts de l'État et des Gardiens de la révolution. « *Les compensations mises en place avec les Chinois, ce n'est pas ça qui fait rentrer du cash... C'est le bitcoin* », appuie Michel Makinsky. Depuis 2019, une loi prévoit que les monnaies virtuelles produites par les opérateurs agréés peuvent servir à financer les importations grâce à des circuits définis par la Banque centrale. Via l'Autorité du détroit du Golfe Persique et son assureur «*Hormuz Safe*», l'Iran fait payer les navires en yuans ou en bitcoins, qui échappent aux messageries bancaires. Washington a menacé de sanctions ceux qui paieraient, sans suite à ce jour. Plus tôt, ce mois-ci, Scott Bessent a en revanche annoncé la saisie d'un milliard de dollars de cryptomonnaie iranienne.

Si le secrétaire d'État Marco Rubio affirmait récemment que l'Iran a « *perdu le contrôle total* » d'Ormuz, les données maritimes disent le contraire. Au moins douze attaques iraniennes contre des pétroliers ont été recensées début octobre, un record depuis le début de la guerre. Le 6, seuls sept navires transportant des matières premières ont franchi le détroit, le plus faible nombre depuis plus de deux mois tandis que ces deux derniers jours au moins trois pétroliers ont heurté des mines. Affaibli militairement et économiquement, Téhéran n'a pas perdu sa capacité de nuisance.